



HAL
open science

De l'euroisation des Balkans à l'élargissement de la zone euro à la Croatie : quel rôle des politiques monétaires dans le post-communisme ?

Nebojša Vukadinović

► To cite this version:

Nebojša Vukadinović. De l'euroisation des Balkans à l'élargissement de la zone euro à la Croatie : quel rôle des politiques monétaires dans le post-communisme ?. 2024. hal-04398641

HAL Id: hal-04398641

<https://hal.science/hal-04398641>

Preprint submitted on 16 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De l'euroïsation des Balkans à l'élargissement de la zone euro à la Croatie : quel rôle des politiques monétaires dans le post-communisme ?

Nebojsa Vukadinovic¹

Pre-print

DOI : 10.5281/zenodo.10519614

Affiliation : IRM-CMRP, Université de Bordeaux

Email : nebojsa.vukadinovic@sciencespo.fr

Résumé / Abstract

L'élargissement de la zone euro à la Croatie en 2023 soulève une fois de plus la question de l'euroïsation des Balkans. Depuis la fin des conflits en ex Yougoslavie, l'introduction de l'euro a été effectuée au Monténégro et au Kosovo dans des contextes politiques très particuliers. Par ailleurs, les politiques économiques qui ont été menées depuis les années 1990 reposent sur des plans de stabilisation macroéconomique dans lesquels les politiques monétaires tiennent une place importante. L'article analyse la question de l'euroïsation des Balkans en employant une méthode comparative.

Le 1er janvier 1990, sous la direction des communistes réformateurs réunis autour d'Ante Markovic, qui est alors à la tête du gouvernement fédéral, la Yougoslavie entame la transition vers l'économie de marché à l'instar de la Pologne. Il s'agit à ce moment précis du début d'une politique de passage du socialisme autogestionnaire vers le capitalisme. Le programme de stabilisation macroéconomique d'Ante Markovic a pour premier objectif de réduire la forte inflation de la fin des années 1980, Pour y parvenir le dinar yougoslave est lié au Deutsche Mark² dans le cadre d'un ancrage nominal. D'autre part, à la politique du taux de change, s'ajoute une politique monétaire restrictive qui est menée. Le programme de stabilisation macroéconomique³ de 1990 de cette époque s'articule ainsi autour de plusieurs réformes mais la question monétaire reste primordiale. Les résultats ne se font pas attendre et l'inflation est réduite au premier semestre 1990 mais les processus d'indépendances de la Slovénie et de la Croatie sont en route suite aux élections qui ont lieu la même année dans ces deux républiques. Après les indépendances de 1991 et les reconnaissances internationales du début de l'année 1992, la question de l'adoption de nouvelles monnaies se pose. La Slovénie adopte le Tolar à partir du 8 octobre 1991 et la Banque nationale de Croatie commence à émettre une nouvelle monnaie, la Kuna à partir de 1993.

¹ Enseignant à Sciences Po Paris (campus de Dijon) et chercheur associé à l'IRM-CMRP

² Mark allemand (DM)

³ Nebojsa Vukadinovic, *Transitions, désintégrations, reconstructions dans l'espace yougoslave*, 1989-1999, Lille : ANRT, 2006.

La double fonction de la monnaie dans le post-communisme

Les nouvelles monnaies ont eu une double fonction dans les Balkans et plus particulièrement dans l'espace yougoslave dans la période de sortie du communisme après 1990. Lorsqu'elles ont été adoptées, il s'agissait en premier lieu d'une fonction économique. En effet, les nouvelles monnaies permettaient aux nouveaux gouvernements de mener une politique monétaire indépendante. Dans l'espace yougoslave, l'inflation avait déjà été réduite en 1990 avec le programme de stabilisation macroéconomique du gouvernement fédéral mené par Anté Markovic. Les nouveaux gouvernements qui ont proclamé les indépendances ont continué à mener des programmes de stabilisation macroéconomique similaires à celui d'Anté Markovic. Ainsi, en Croatie le programme de stabilisation macroéconomique connu sous le nom de « plan Valentic »⁴ est mis en place en 1993. Après la désintégration de la Yougoslavie, la Croatie a connu une désorganisation de la production suite à la disparition des liens économiques avec les autres ex-républiques et une chute du PNB de 14,4%. En outre, l'inflation atteignait 1,500%. Le « plan Valentic » avait également pour objectif d'accélérer les privatisations. Grâce à ce programme, la Croatie renouait avec une croissance modeste de 0,8% en 1994 et l'équilibre budgétaire était restauré. Puis, un accord était passé avec le FMI (Fonds monétaire international) en octobre 1994 et une négociation pour l'allègement de la dette avait été négocié avec le Club de Paris en mars 1995 confirmant ainsi un assainissement progressif de la situation économique. La Slovénie adopte une nouvelle monnaie le 8 Octobre 1991 suite à la proclamation d'indépendance du pays. A la différence des autres Etats issus de l'ex-Yougoslavie, la politique économique suit les recommandations d'un centre d'analyse prospective macroéconomique, l'IMAD⁵. Dans ce pays, une politique de stabilisation macroéconomique est également menée. Ainsi « l'inflation, qui atteignait un peu plus de 200% en 1992, revenait à 32% en 1993, pour passer en dessous de 20% en 1994, puis de 10% en 1996. Depuis 1992, le budget de l'Etat est dans l'ensemble équilibré »⁶. Cette stabilisation réussie dans ses grandes lignes a été réalisée sous la conduite de la Banque centrale qui a assuré un contrôle de la croissance des agrégats monétaires. S'il n'y a pas eu d'ancrage nominal, la Banque centrale ayant laissé flotter le tolar, celui-ci est néanmoins resté stable en valeur nominale du début de 1994 au milieu de 1995, en liaison avec la bonne tenue de la balance courante. La sortie du communisme en Slovénie a été menée avec un modèle de transition économique gradualiste. Ainsi, ce pays a mené des réformes de façon progressive en essayant de conserver les acquis de l'ancien système et de reconquérir les marchés des pays issus de l'ex-Yougoslavie tout en élargissant ses exportations à l'Europe de l'Est et aux pays de l'Union européenne. Cette politique gradualiste a permis à la Slovénie de conserver de très grandes entreprises (TGE) et de conserver aussi son secteur bancaire.

La deuxième fonction est d'ordre politique. En effet, suite aux processus d'indépendance des nouveaux Etats, la mise en place d'une nouvelle monnaie résultait de la volonté de donner une légitimité politique supplémentaire aux nouveaux gouvernements issus des élections de 1990. Dans le cas yougoslave, les premières élections libres de 1990 n'ont pas eu lieu à l'échelle fédérale, mais à des dates différentes dans chacune des républiques, renforçant ainsi la légitimité des élites républicaines et nationalistes, ainsi que l'émergence d'un

⁴ Nikica Valentic (premier ministre de Croatie de 1993 à 1995) a mis en place un programme de stabilisations macroéconomique en 1993.

⁵ IMAD : Institut for macroeconomic analysis and development. <https://www.umar.gov.si/en/about-imad/>

⁶ Nebojsa Vukadinovic, Slovénie, Tableau de bord des pays d'Europe centrale et orientale ; Les études du CERI, pp.65-74.

grand nombre de partis ethniques. Comme l'analyse Robert M. Hayden⁷, ces élections ont été l'occasion de revendiquer les intérêts de la majorité ethnique dans chaque république. La désintégration du centre, c'est-à-dire du pouvoir fédéral, a mis en exergue les notions de nationalité, de citoyenneté et de peuple constitutif. L'Etat successeur se définissant comme celui de l'ethnie majoritaire, il reléguait les autres citoyens au statut de minorité nationale. Dans ce contexte, l'adoption d'une nouvelle monnaie devait permettre de légitimer les nouveaux pouvoirs. L'adoption d'une nouvelle monnaie permet d'appuyer l'identité nationale de l'ethnie majoritaire dans un contexte de séparation et de démarcation avec les autres peuples de l'ex-Yougoslavie. Cette fonction s'inscrit également dans une volonté de marquer des liens historiques avec des périodes passées. Dans le cas de la Kuna croate, cette monnaie avait été utilisée au Moyen-âge et pendant la Seconde guerre mondiale dans le cadre de l'Etat indépendant croate. Cette fonction symbolique rejoint le rôle politique puisqu'elle va alimenter les discours des partis politiques. Elle participe aussi au processus de légitimation interne⁸ des nouveaux pouvoirs pendant la période de sortie du communisme.

Les bénéfiques et les limites de l'euroïsation

L'euroïsation (tout comme la dollarisation) représente un régime monétaire alternatif dans lequel la monnaie nationale est retirée et l'euro (ou bien le dollar) devient le moyen de paiement officiel et unique. L'euroïsation est un processus par lequel un pays adopte l'euro comme sa monnaie officielle. Il est le plus souvent utilisé dans des conditions d'hyperinflation. L'euroïsation, en tant que concept économique a été explorée par de nombreux auteurs⁹. L'économiste Edouardo Levy Yeyati précise « profitant de l'absence de définition standard du terme, je propose de comprendre l'euroïsation plus spécifiquement comme une intégration monétaire avec la zone euro »¹⁰. Cela signifie que le pays abandonne sa propre monnaie nationale et adopte l'euro pour toutes ses transactions économiques¹¹.

Dans le cas des pays d'Europe de l'Est, les Etats candidats à intégrer le régime monétaire de la zone euro doivent remplir plusieurs critères de convergence économique¹². Tout d'abord, la stabilité des prix doit être maintenue avec un taux d'inflation qui ne peut dépasser 1,5% celui des trois Etats membres présentant les meilleurs résultats. Ensuite, des finances publiques doivent être saines et viables. Le déficit public doit être inférieur à 3% du PIB et la dette inférieure à 60% du PIB. Ensuite, les taux d'intérêts à long terme doivent être proches de ceux des meilleurs Etats de la zone euro. Il doit également y avoir une stabilité du taux de change.

⁷ Robert M. Hayden, *From Yugoslavia to the Western Balkan, Study of a European Disunion*, Brill, Balkan Studies Library, 2012.

⁸ Nebojsa Vukadinovic, « La construction de la légitimité dans l'espace yougoslave », *Revue REPCPEE*, Numéro spécial, Etats postcommunistes : Vers une standardisation démocratique ?, 2008, pp. 91-117.

⁹ Robert Mundell, Ernesto H. Stein, Paul De Grauwe, Adrienne Cheasty, Eduardo Levy Yeyati

¹⁰ Edouardo Levy Yeyati, « De jure dollarization and euroization » in Klaus Liebscher, Josef, Christi, Peter Mooslechner, Doris, Ritzberger-Grunwald (ed.) *European Economic Integration and South-East Europe*, Edward Elgar, 2005

¹¹ Klaus Liebscher, Josef, Christi, Peter Mooslechner, Doris, Ritzberger-Grunwald (ed.) *European Economic Integration and South-East Europe*, Edward Elgar, 2005

¹² <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/joining-the-euro-area/convergence-criteria/> (consulté le 10 août 2023)

Les pays doivent participer au mécanisme de change (MCE II)¹³ pendant au moins deux ans. Pour les pays de l'Europe de l'Est et plus particulièrement ceux qui sont issus de l'ex-Yougoslavie, au-delà de la possibilité de réduire l'hyperinflation, l'adoption de l'euro permet de réduire les risques liés aux fluctuations monétaires et facilite les échanges commerciaux avec la zone euro. Par ailleurs, l'adoption de l'euro permet aussi de simplifier les transactions commerciales internationales et de réduire les coûts en relation avec la conversion. Il est attendu également une augmentation des Investissements directs étrangers (IDE) suite à l'adoption de l'euro. En effet, l'introduction de l'euro peut rendre un pays plus attrayant pour les investisseurs étrangers en simplifiant les transactions financières et en réduisant les risques liés aux taux de change. Dans le cas des pays d'Europe de l'Est, la présence des IDE est considérée être particulièrement importante et elle est présentée par les gouvernements locaux comme un moyen de réduire le chômage et ainsi contribuer au développement économique du pays.

Tous ces effets stabilisateurs peuvent aussi comporter des limites et avoir des effets négatifs. En effet, avec l'euroïsation, l'État perd la capacité d'agir avec les instruments de politique monétaire et de politique de change pour éliminer les chocs potentiels dans l'économie nationale. La perte de souveraineté en matière de politique monétaire réduit la marge de manœuvre des gouvernements en matière de politique économique. Cela peut aussi exposer le pays à des risques en lien avec la politique monétaire de la BCE, qui peut ne pas être alignée sur les besoins économiques spécifiques du pays. De plus, il y a une perte de la gestion de la politique monétaire qui est déléguée à la politique monétaire de la Banque centrale européenne¹⁴. L'élargissement de la zone euro aux pays d'Europe de l'Est marque aussi un renforcement du processus d'intégration européenne.

Le projet d'euroïsation des Balkans : le cas du Monténégro et du Kosovo

Il est nécessaire de distinguer l'utilisation de l'euro comme monnaie nationale et l'adhésion formelle à la zone euro, où le pays devient membre de l'union monétaire européenne. Dans le cas des Balkans, il est donc nécessaire de faire une distinction entre les pays qui ont adopté l'euro sans pour autant faire parti de la zone euro et sans avoir suivi les étapes et les conditions nécessaires pour adopter l'euro comme monnaie nationale (le Monténégro et le Kosovo) et les pays qui font partie formellement de la zone de la zone euro et qui ont donc dû remplir les conditions (Slovénie, Croatie).

En ce qui concerne le premier groupe de pays¹⁵, les conditions politiques et historiques qui ont mené à une utilisation de l'euro comme monnaie du pays doivent être prises en compte. Face à la période d'hyperinflation qui est caractéristique des années 1990 en Serbie et au Monténégro, le gouvernement monténégrin décide le 2 novembre 1999 que le dinar et Deutsche Mark sont deux monnaies légales dans le pays¹⁶. Puis, au début de l'année 2001, le Deutsche Mark devient la monnaie officielle du pays alors même que la Serbie et le Monténégro forment un Etat commun. D'autre part, Alexandre Sokic souligne « qu'il n'y a aucun accord entre

¹³ MCE II : Le Mécanisme de change européen (MCE) a été remplacé par le MCE II (mécanisme de change II) qui correspond au lancement de la troisième phase de l'Union économique et monétaire (UEM).

¹⁴ Dragana Markovic, Srdan Furtul, Unilateralna evroizacija kao monetarni fenomen, Ekonomski Horizonti, 2009, 11 (2), pp. 33 - 46

¹⁵ Alexandre Skoic, « Euroïsation unilatérale dans les Balkans », *Bulletin de l'Observatoire des politiques économiques en Europe*, Observatoire des Politiques Economiques en Europe (OPEE), vol.

¹⁶ Alexandre Sokic, « L'euroïsation au Monténégro , une expérience inédite », *Le Courrier des pays de l'Est* 2006/5 (n°1057), pages 58-68

l'Allemagne et le Monténégro au sujet de l'utilisation du Deutsche Mark en tant que monnaie officielle de cette république »¹⁷. Lorsqu'il y a eu la disparition du Deutschem Mark avec le passage à l'Euro, la nouvelle monnaie européenne est devenue celle du Monténégro.

Dans le cas du Kosovo, avant 1999, beaucoup de transactions se faisaient en Deutsche Mark et en dollars américains ou encore en francs suisses depuis de nombreuses années. Cela s'explique par la diaspora albanaise du Kosovo en Allemagne, aux Etats-Unis et en Suisse. Le dinar était aussi en circulation. Après les bombardements de l'OTAN sur la Serbie et le Monténégrin qui ont pris fin en juin 1999, le 3 septembre 1999 la MINUK décide que le Deutsche Mark serait la devise principale même si le dinar reste en circulation principalement dans le nord du Kosovo. Lorsque le Deutsche Mark est passé à l'euro le 1^{er} janvier 2002, le Kosovo adopte l'euro. Ainsi, le Monténégro et le Kosovo adoptent l'euro sans avoir à respecter les conditions pour être de la zone euro.

L'élargissement de la zone euro à la Slovénie et à la Croatie

La Slovénie est le premier pays d'Europe de l'Est à avoir adopté l'euro le 1^{er} janvier 2007 qui a remplacé le Tolar slovène. La Slovénie a réussi dès 2006 à remplir les conditions définies par les critères de Maastricht pour devenir membre de l'Union monétaire¹⁸. L'adhésion à la zone euro a constitué une protection pour ce pays lors de la crise économique internationale de 2008. Ainsi, même si l'adoption de l'euro a privé la Slovénie de la possibilité de laisser glisser le taux de change pour renforcer la compétitivité et les exportations, l'adoption de l'euro en 2007 s'est révélée être bénéfique en 2008 durant la crise économique¹⁹. Depuis, la Slovénie a connu une croissance régulière et poursuivi les réformes en lenteur. Ainsi, la privatisation du secteur bancaire a été terminée en juin 2019, donc vingt-neuf ans après le début de la transition.

La Croatie a adopté l'euro le 1^{er} janvier 2023²⁰. L'augmentation du PIB et la stabilité financière ont contribué à l'autorisation donnée à ce pays pour adopter l'euro. Les bénéfices de l'adoption de l'euro sont multiples. Premièrement, la Croatie pourra profiter de la puissance économique de l'UE et avoir une capacité d'emprunt auprès de la banque centrale élevée. Deuxièmement, il devrait y avoir une protection accrue contre l'inflation et ainsi une meilleure stabilité notamment en périodes de crises économiques. Troisièmement, l'adoption de l'euro devrait se faire ressentir de façon bénéfique principalement dans le secteur du tourisme qui tient une place importante dans l'économie du pays. Il est en outre attendu une augmentation du niveau de vie moyen pour la population. Malgré ces éléments positifs, l'introduction de l'euro a été suivie par des mécontentements de la population en raison de l'augmentation des prix.

Le cas de la Bosnie-Herzégovine : un *currency board* spécifique ?

Le *currency board* (ou caisse d'émission) a également été utilisé dans les Balkans. L'objectif de la caisse d'émission est de trouver une solution à une perte de crédibilité de la monnaie²¹. Une caisse d'émission est techniquement une autorité monétaire gérant un taux de

¹⁷ Ibidem

¹⁸ Nebojsa Vukadinovic, *Slovénie*, Tableau de bord des pays d'Europe centrale et orientale, Les études du CERI, 2007.

¹⁹ Nebojsa Vukadinovic, *Slovénie*, Tableau de bord des pays d'Europe centrale et orientale, Les études du CERI, 2009, page 46

²⁰ <https://www.ecb.europa.eu/euro/changeover/croatia/html/index.fr.html>

²¹ Jean-François Ponsot. Le Currency board : les contraintes de financement et d'ajustement de la convertibilité intégrale. [Rapport de recherche] Laboratoire d'analyse et de techniques économiques (LATEC). 2000, 22 p., 7

change²² fixe avec une devise internationale (dans le cas des pays des Balkans, l'euro). Cette solution prive les autorités monétaires de la possibilité de créer directement des liquidités²³, et son ancrage dans les lois de la majorité qualifiée renforce les barrières à la sortie et améliore sa crédibilité. C'est donc une solution recherchée par des pays confrontés à une inflation élevée (Estonie 1992, Lituanie 1994) ou à une hyperinflation (Argentine 1991, Bulgarie 1997). En Bosnie-Herzégovine, suite à l'hyperinflation qui touchait le dinar yougoslave, le Deutsche Mark était largement utilisé comme. Après les accords de Dayton signé en décembre 1995 et suite à l'administration internationale de la Bosnie-Herzégovine d'après-guerre avant que l'Allemagne ne passe à l'euro, a décidé de changer le nom de la monnaie et de mettre ainsi en place un Mark convertible²⁴ (KM) qui est donc devenue la monnaie du pays. Les premiers billets sont imprimés en 1998. Avec le passage à la monnaie européenne, la valeur de la nouvelle monnaie KM a été indexée exactement comme celle du Deutsche Mark par rapport à l'euro. Dès lors, il est possible de poser la question de savoir si un tel alignement n'est pas trop rigide pour un pays comme la Bosnie-Herzégovine dont l'économie reste fragile. Le « *currency board* »²⁵ en Bosnie-Herzégovine est donc caractérisé par cette situation imposée par l'administration internationale du pays.

De facto euroïisation des Balkans ?

Durant les années 1990, la poursuite de la stabilisation macroéconomique avec de nouvelles monnaies dans les Etats devenus indépendants, l'émergence d'économie de guerre et la poursuite de l'hyperinflation en République fédérale de Yougoslavie²⁶ sous sanctions internationales révélaient les fragilités économiques de cet espace. Dans ce pays, en 1994 grâce au plan de Dragoslav Avramovic²⁷ l'hyperinflation a été stoppée avec une parité fixe entre le dinar et le Deutsche Mark. La transition économique de ce pays se fait durant les années 1990 dans les conditions particulières des sanctions et des conflits dans les pays voisins. Après la chute de Slobodan Milosevic le 5 octobre 2000, la question de la politique monétaire de la Serbie est un sujet abordé par le groupe des 17 économistes opposants à l'ancien régime réunis dans le cadre du G17. La question des réformes économiques structurelles est très liée à la politique économique. La priorité est donnée de nouveau à la stabilisation macroéconomique et les réformes, notamment les privatisations sont menées au début des années 2000 rapidement alors même que la réforme des systèmes financiers n'est pas achevée. Depuis plus d'une décennie, la Serbie connaît une stabilité monétaire et une croissance soutenue. Suite aux conséquences économiques de la guerre en Ukraine, la politique monétaire s'est durcie afin de garantir la poursuite de la stabilité face aux risques inflationnistes.

En ce qui concerne la Macédoine du nord, suite à la proclamation d'indépendance le 20 novembre 1991, ce pays instaure une monnaie nationale. Le dénar est ainsi introduit le 26 avril

²² Shirley J. Gedeon, « The Political Economy of Currency Boards: Case of Bosnia and Herzegovina », *South-East European journal of economics and business*, Vol. 5, 2010, 2, pp.7-20.

²³ Michel Aglietta, « Intégration financière et régime monétaire sous rétalon-or », *Revue d'Economie Financière*, n° 14, 1990 pp. 25-51.

²⁴ Mark convertible (traduction en bosniaque : *konvertibilna marka ou KM*)

²⁵ Sabrina Silajdzic, « The currency board trap: the case of Bosnia and herzegovina », *International Journal of Applied Econometrics and Quantitative Studies*, 2005, pp.47-79

<https://microdata.worldbank.org/index.php/citations/1856>

²⁶ La République fédérale de Yougoslavie : Après la désintégration de la Yougoslavie, en 1992 la République fédérale de Yougoslavie comprend la Serbie et le Monténégro. La constitution de 2003 change le nom en Serbie-et-Monténégro. Après l'indépendance du Monténégro en 2006, cet Etat commun disparaît.

²⁷ De mars 1994 à mai 1996, Dragoslav Avramovic a été le gouverneur de la Banque nationale de Yougoslavie.

1992. Assez rapidement, le gouvernement macédonien décide de mener une politique monétaire ayant pour objectif de lutter contre l'inflation et assurer la stabilité. Ainsi, le cours de la monnaie nationale est fixé sur celui du Deutsche Mark. En mai 1993 est introduit le nouveau dénar. Puis, en 1998, le dénar est indexé sur l'euro.

Depuis le début des années 2000, la question de la nécessité d'une euroïisation des Balkans s'est posée et mise en avant par des think-tanks²⁸. Ces vingt dernières années, les dépôts en devises dans les banques des pays des Balkans occidentaux atteignent des niveaux élevés. Les niveaux d'euroïisation informelle²⁹ sont élevés. Par ailleurs, le montant des transferts en devises, principalement en euro de la diaspora dans les pays des Balkans occidentaux³⁰. Les dépôts se font principalement dans des banques étrangères très présentes dans ces pays. Cependant, celles-ci n'assurent pas le rôle de transformation de l'épargne en investissement productif. Les taux d'intérêts, particulièrement élevés, s'appliquent principalement pour des micro-crédits à la population. En outre, il est à noter que ces pays ont une « euroïisation du passif » importante. En effet, l'euro reste la principale dénomination de la dette extérieure³¹. A cela s'ajoute des réserves en devises satisfaisantes dans la plupart des pays, ce qui permet de soutenir la politique monétaire.

Quelles conséquences pour les Balkans occidentaux de l'élargissement de la zone euro à la Croatie ?

Si les fonctions politiques et symboliques de l'introduction de nouvelles monnaies ont été particulièrement importantes lors de la sortie du communisme au début des années 1990, le cas de la Croatie montre que la fonction économique prime. Avec l'élargissement de la zone euro à ce pays, on peut s'attendre à un renforcement des liens économiques avec les Etats membres de l'Union européenne. Cependant, l'observation de la balance commerciale dans les mois et années à venir permettra de voir dans quelle mesure l'adoption de l'euro agit sur le commerce extérieur du pays³². Il sera également intéressant d'observer les relations économiques et commerciales entre la Slovénie et la Croatie. En 2022, les investissements slovènes en Croatie étaient largement supérieurs à ceux de ce pays en Slovénie.

Depuis le début de l'année 2023, les médias des pays des Balkans occidentaux font état des mécontentements de la population de Croatie en raison de l'augmentation des prix. Ainsi, à travers la question monétaire, on retrouve les polémiques liées au processus d'intégration européenne et à l'eurosepticisme. Néanmoins, le cas de la Croatie tout comme celui de la Croatie sont scrutés en raison des étapes pour parvenir à l'adoption de l'euro. Au stade actuel, cela se traduit par les négociations de l'Acquis communautaire pour les pays des Balkans occidentaux engagés dans le processus de négociations. A l'échelle de l'espace ex ou post-yougoslave, l'adhésion de la Croatie à la zone euro tout comme à l'espace Schengen représente

²⁸ Par exemple le CEPS (*Centre for European Policy Studies*)

²⁹ Le terme d'euroïisation non officielle est également utilisé.

³⁰ Le terme de Balkans occidentaux a été introduit par l'UE dans la seconde moitié des années 1990. Il désigne actuellement les pays suivants : Bosnie-Herzégovine, Serbie, Kosovo, Macédoine du nord, Monténégro, Albanie.

³¹ Davide Denti, « The case for euroisation of the Western Balkans? 1 The case for euroisation of the Western Balkans? Theoretical conditions and empirical data », 2013, https://www.academia.edu/6482584/The_case_for_euroisation_of_the_Western_Balkans_Theoretical_conditions_and_empirical_data (consulté le 12 août 2023)

³² <https://podaci.dzs.hr/2023/hr/58293> (consulté le 20 août 2023).

l'aboutissement d'un processus d'intégration entamé il y a trois décennies. Le chemin restant à parcourir dans ce processus pour les pays des Balkans occidentaux est plus long et complexe.

Reference : Nebojsa Vukadinovic, De l'euroïsation des Balkans à l'élargissement de la zone euro à la Croatie : quel rôle des politiques monétaires dans le post-communisme ? 2024.
DOI : 10.5281/zenodo.10519614